



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la
Protection des Populations de la Sarthe
Service protection de l'environnement**

19 boulevard Paixhans
CS 91631
72016 LE MANS Cedex 2

Le Mans, le 03/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL NCA
LES ECONARDS
72330 Cérans-Foulletourte

Code AIOT : 0057200334

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2025 dans l'établissement SARL NCA implanté LES ECONARDS 72330 Cérans-Foulletourte. L'inspection a été annoncée le 19/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réactive suite à une plainte déposée par les riverains.
L'établissement est visé chaque année, depuis 2015, comme étant responsable de proliférations de mouches dans un quartier résidentiel riverain.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL NCA
- LES ECONARDS 72330 Cérans-Foulletourte
- Code AIOT : 0057200334
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Elevage autorisé au titre de la rubrique 3660 pour 287 000 poules pondeuses (arrêté préfectoral n°06-1003 du 1/03/2006).

Contexte de l'inspection : Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Intégration paysagère	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	10 jours
3	Émissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	10 jours
4	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	10 jours
5	Entretien	AP Complémentaire du 18/07/2022, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	10 jours
6	Lutte contre les insectes	AP Complémentaire du 18/07/2022, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	10 jours
7	Limitation de l'humidité dans les sols	AP Complémentaire du 18/07/2022, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	10 jours
8	Mesures d'application	AP Complémentaire du 18/07/2022, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	10 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Intégration paysagère	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est attendu les éléments suivants sous 10 jours :

- vérification de l'étanchéité des bâtiments (point soulevé dans le rapport d'audit de 2019), il convient de transmettre un bilan par bâtiment,

- suivi du fonctionnement des locaux de stockage des cadavres (suivi des températures, des nettoyages désinfection, mise en place d'une dalle béton nettoyable et désinfectable pour le local de collecte),

* procédure spécifique de nettoyage, désinfection et désinsectisation pour les locaux de stockage des cadavres,

* procédure avec l'équarrisseur visant au retrait, dans les meilleurs délais, des bacs vides,

- suivi du plan de lutte contre les insectes: révision du plan de lutte comprenant notamment :
 - * la prise en compte de l'alternance des molécules utilisées,
 - * la prise en compte de plus de diversités de moyens de lutte,
 - * les modalités de traitement systématique et modalités de déclenchement de la procédure renforcée,
 - * un justificatif de calculs de doses de produits appliqués,
 - * une justification des choix de programme de traitements et d'alternance de produits,
 - * les modalités d'application des produits asséchants,

Une réflexion concernant la ventilation des bâtiments pourra être envisagée.

Ces points sont détaillés sous les fiches "Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat".

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Intégration paysagère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Intégration paysagère
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : Malgré la vétusté des bâtiments, les abords sont maintenus en bon état d'entretien, les pelouses sont tondues et la végétation à proximité immédiate des bâtiments est contenue.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Intégration paysagère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Lutte contre les nuisibles
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : Voir point "Lutte contre les insectes" NON-CONFORME : <ul style="list-style-type: none"> - Des défauts d'étanchéité peuvent être engendrés par la vétusté des bâtiments. - Les mailles des grillages des bâtiments à ventilation statique n'empêchent pas l'entrée des mouches. Rappel : L'audit du 28/01/2020 précise que "la présence d'orifices assez larges permet aux mouches adultes de séjourner entre le faux plafond et la toiture".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il conviendra de justifier de la vérification de l'étanchéité des bâtiments (bilan par bâtiment).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 10 jours

N° 3 : Émissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31
Thème(s) : Élevage, Gestion des odeurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Les bâtiments sont correctement ventilés.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.</p> <p>En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont prosrites.</p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ; - dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées. <p>II. Gestion des odeurs.</p> <p>L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, et le 27/07/2025, aucune odeur n'était perceptible aux abords des bâtiments d'élevage.</p> <p><u>NON-CONFORME :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Une odeur nauséabonde était toutefois perceptible à proximité immédiate de la zone d'équarrissage, où sont stockés les bacs avant collecte, bien qu'aucun cadavre ne soit présent. - Absence de procédure de nettoyage, désinfection et désinsectisation pour les locaux de stockage des cadavres.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il convient de mettre en place une procédure spécifique de nettoyage, désinfection et désinsectisation pour les locaux de stockage des cadavres.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 10 jours

N° 4 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
Thème(s) : Élevage, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Les volailles mortes sont congelées en attente du passage de l'équarrisseur. Le local contenant les congélateurs est fermé, ceux-ci sont étanches. Les cadavres sont ensuite mis en bacs pour être collectés par l'équarrisseur vers une zone dédiée également réfrigérée. Les bacs sont sortis devant la zone d'équarrissage le matin vers 7h le jour de la collecte. Le passage est surveillé afin de retirer les bacs vides et les laver sur une zone bétonnée spécifique à proximité des bâtiments d'élevage (circuit sanitaire non cohérent avec les mesures de biosécurité). Les bacs de collecte sont retirés de la zone de collecte dans un délai de 2 à 3h (le 27/06/2025, passage de l'équarrisseur à 12h37, retrait des bacs entre 14h30 et 15h20). Les bons d'enlèvement des cadavres sont conservés et ont été présentés. <u>NON-CONFORME :</u> - Stockage de cadavres dans le local congélateurs : Le maintien des cadavres à température négative n'est pas vérifiable. Les écrans d'affichage de la température des deux congélateurs ne fonctionnent pas. - Local de stockage des bacs d'équarrissage : Le local d'équarrissage se compose d'un cabanon en tôle, fermé et réfrigéré lorsqu'il est utilisé. Aucun affichage de température n'est présent, le maintien au froid n'est pas vérifiable. Le sol extérieur de cette zone, composé de cailloux, n'est pas nettoyable ni désinfectable. Cette zone est une zone de transferts de cadavres des bacs vers le camion et nous observons des traces d'éclaboussures de jus au sol. Ces jus attirent les mouches. <u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</u> Il convient de mettre en place : - l'enregistrement des températures des deux locaux et des congélateurs, - une procédure avec l'équarrisseur visant au retrait, dans les meilleurs délais, des bacs vides ; - une procédure de nettoyage et de désinfection du sol devant la zone d'équarrissage afin d'enlever toute sources attirant les mouches (une zone bétonnée pourra être mise en place),

- une vérification du circuit des bacs vides en lien avec la biosécurité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 10 jours

N° 5 : Entretien

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/07/2022, article 2
Thème(s) : Élevage, Entretien
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application des dispositions du 1^{er} alinéa de l'article 21 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 06-1008 du 1^{er} mars 2006, les prescriptions suivantes sont mises en œuvre.</p> <p>1/ Les plantes, notamment le lierre, sont retirés des murs des bâtiments dès leur apparition. Les abords des bâtiments sont maintenus dégagés, ne permettant pas à des animaux nuisibles de trouver refuge ;</p> <p>2/ Les sols bétonnés à l'arrière des bâtiments sont maintenus en permanence en état de propreté. Ils sont nettoyés et désinfectés de manière approfondie <i>a minima</i> après chaque fin de lots ;</p> <p>3/ Les fossés situés autour des bâtiments sont curés régulièrement, et <i>a minima</i> après chaque fin de lot. Le cas échéant, les buses situées à leur extrémité et reliant le fossé principal autour du site, sont curées régulièrement et autant que de besoin pour permettre l'évacuation des eaux ;</p> <p>4/ L'intérieur des convoyeurs d'œufs est inspecté et nettoyé quotidiennement et autant que nécessaire. Il est nettoyé et désinfecté de façon approfondie au moins une fois par semaine.</p> <p>Une procédure d'entretien précise, contenant <i>a minima</i> les éléments suivants est rédigée et tenue à jour sur site à la disposition de l'Inspection des installations classées, pour les points 1 à 4 ci-dessus :</p> <p>a) une description précise des tâches à réaliser par bâtiment,</p> <p>b) le ou les opérateur(s) désignés pour ces tâches,</p> <p>c) la fréquence retenue,</p> <p>d) le matériel nécessaire pour leur réalisation et l'endroit de son stockage,</p> <p>e) un document type d'enregistrement de l'ensemble de ces tâches par les opérateurs,</p> <p>f) et le cas échéant, pour les produits nettoyants et/ou désinfectants utilisés, le mode d'emploi pour leur utilisation (lieu de stockage, quantité à doser, le cas échéant, modalités de dilution, quantité à utiliser, matériel nécessaire, etc.).</p> <p>Les documents d'enregistrement renseignés par les opérateurs, ainsi que les factures d'achat des produits sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées et présentés à chaque demande.</p> <p>Constats :</p> <p>1/ L'entretien extérieur a été confié à deux entreprises prestataires pour 2 à 3 passages par an. Le jour du contrôle, les abords sont en bon état d'entretien, l'herbe a été tondue et les finitions pour les parties accolées aux bâtiments doivent être réalisées la semaine suivante.</p> <p>2/ Les modalités de nettoyage sont définies dans la procédure PO/PR17 « Nettoyage désinfection bâtiments ponte ». Le contrôle visuel de la qualité du lavage est évalué par le technicien d'élevage et enregistré sur le document PO/PR17/EN2. Une appréciation insuffisante entraîne un nouveau nettoyage.</p> <p>3/ Deux entreprises ont été missionnées pour réaliser les opérations de curages des fossés dès que nécessaire.</p>

<p>4/ La procédure PO/PR17/IT2 décrit les modalités de nettoyage des bâtiments en cours de lots, l'effectivité des lavages est enregistrée sur le document PO/PR17/EN1 et les contrôles visuels sont enregistrés sur le document PO/PR17EN2.</p> <p>Le convoyeur d'œufs est nettoyé en totalité une fois par an et hebdomadairement pour les jonctions entre les tapis et le tapis de convoyage général (procédure PO/PR17/IT2). Le nettoyage hebdomadaire fait l'objet d'un enregistrement sur le document PO/PR17/EN4 qui est transmis chaque mois au service d'Inspection des Installations Classées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient de faire parvenir, les documents depuis 2024 concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les factures d'entretiens des extérieurs, - les factures des curages.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 10 jours</p>

N° 6 : Lutte contre les insectes

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/07/2022, article 3</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Lutte contre les insectes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application des dispositions du 2^e alinéa de l'article 21 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 06-1008 du 1^{er} mars 2006, les prescriptions suivantes sont mises en œuvre.</p> <p><u>1/ Dans chacun des bâtiments d'élevage, mise en place d'un suivi de la présence des insectes et du développement des populations présentes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - choix d'au moins 3 emplacements où sont installés des pièges adhésifs permettant le comptage des insectes présents ; ce choix est guidé par la connaissance des lieux préférentiels de rassemblement des insectes ; - fréquence de remplacement des pièges adhésifs : elle est hebdomadaire, mais peut être renforcée si besoin ; - les pièges sont identifiés afin de connaître facilement la période de leur utilisation et leur emplacement à l'intérieur du bâtiment ; - à chaque remplacement des pièges, les insectes collés sont dénombrés ; après retrait, les pièges sont conservés à l'intérieur des bâtiments durant 2 mois ; - un seuil d'alerte est défini ; <p><u>2/ Un plan de lutte régulier est rédigé, décrivant notamment :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités d'utilisation d'un asséchant dans la litière (nom commercial, lieu de stockage des produits, quantité ajoutée, etc.) ; - les modalités d'enregistrements du suivi de la présence des insectes et du développement des populations présentes (dont le document-type utilisé) ; - les traitements réguliers mis en place à l'intérieur des bâtiments quand les résultats du dénombrement des insectes restent en deçà des seuils d'alerte définis au point 1 (nom commercial des produits utilisés, lieu pour leur stockage, modalités d'utilisation sur site précisant dosage retenu, matériel utilisé, lieux d'application, etc.) ; - les modalités de traitement systématique des fientes en fin de lot, après départ des animaux (nom commercial, lieu de stockage, modalités d'utilisation sur site précisant dosage retenu, matériel utilisé, lieux d'application, etc.)

- les modalités de surveillance et de désinsectisation des bâtiments durant le vide sanitaire réalisé entre deux lots d'animaux (nom commercial, lieu de stockage, modalités d'utilisation sur site précisant dosage retenu, matériel utilisé, lieux d'application, etc.) ;

3/ Un plan de lutte renforcé est rédigé décrivant les mesures ainsi que les traitements supplémentaires mis en place quand les résultats du dénombrement des insectes sont au-delà des seuils d'alerte définis au point 1 (nom commercial des produits utilisés, lieu pour leur stockage, modalités d'utilisation sur site précisant dosage retenu, matériel utilisé, lieux d'application, etc.) ;

Une procédure précise, contenant a minima les éléments suivants est rédigée et tenue à jour sur site à la disposition de l'Inspection des installations classées, pour les points 1 à 3 ci-dessus :

- a) une description précise des tâches à réaliser par bâtiment (emplacements, fréquence, modalités d'identification des pièges, seuils d'alerte, plans de lutte régulier et renforcé tels que décrits ci-dessus)
- b) le ou les opérateur(s) désignés pour ces tâches,
- c) un document type d'enregistrement des tâches par les opérateurs.

Les documents d'enregistrement renseignés par les opérateurs, ainsi que les factures d'achat des produits sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées et présentés à chaque demande. Les documents d'enregistrement doivent permettre un suivi facilité des traitements en fonction des quantités d'insectes présents.

Constats :

La procédure PO/PR17/IT1 décrit le plan de lutte régulier ainsi que le plan de lutte renforcé. Cette lutte s'appuie sur deux leviers, la propreté (Cf. point "Entretien") et le taux d'humidité (voir point "Limitation de l'humidité dans les sols").

Plus spécifiquement la lutte mise en place contre les mouches repose sur les éléments suivants :

- Plan de lutte régulier : Le plan de lutte régulier décrit les modalités de lutte sur les larves dans la litière. Ainsi, un larvicide est appliqué de manière régulière sur les caillebotis de la fosse, en début de lot et en cours de lot. Deux produits contenant des matières actives différentes peuvent être utilisés. L'application fait l'objet d'un enregistrement sur un cahier dédié.

NON-CONFORME :

* Les modalités d'alternance des deux produits ne sont pas définies.

* Au vu des enregistrements présentés (du 1^{er} janvier 2024 à avril 2025), seul le produit larvicide 1 serait utilisé (vu enregistrements pour les semaines 20-21, 28-29 32-33, 36-37, 48-49 en 2024, et 6-7, 8-9, 12-13, 17 en 2025).

* La fréquence de traitement ne respecte pas la procédure PO/PR17/IT1. Selon les dires du directeur, les produits sont appliqués toutes les 5 semaines en hiver et toutes les 2 ou 3 semaines l'été. Or, la procédure prévoit une fréquence d'application en fonction de la température, et celle-ci ne fait pas l'objet d'un suivi (le cycle de vie des mouches est lié aux températures).

* Le traitement larvicide est appliqué par-dessus les caillebotis, en cours de production. La pénétration des produits dans la litière peut-être compromise du fait de ces conditions d'application.

* La procédure de préparation de la solution n'est pas affichée, or la procédure précise « Le succès du traitement larvicide dépend de la quantité de solution pulvérisé au m² ». Le directeur du site indique donner la recette par écrit aux employés.

- **Comptage des mouches :** Un comptage de mouches est mis en place dans l'ensemble des bâtiments et sur 3 zones définies. Celui-ci repose sur la mise en place d'un ruban adhésif d'environ 10 cm, sur lequel viennent se coller les mouches. Le piège est relevé hebdomadairement (document d'enregistrement PO/PR17/EN3 envoyé mensuellement à la DDPP). Le dépassement du critère d'alerte (50 mouches) entraîne la mise en place du plan de lutte renforcé.

NON-CONFORME :

* Dans les 2 bâtiments visités le jour de l'inspection, le rouleau autocollant de comptage, dans la zone du côté du sas d'entrée, n'était pas déroulé.

* Les procédures ne prévoient pas de suivi des populations de mouches, ni de traitements, dans les zones de stockage de cadavres, alors qu'elles sont concernées par la présence de mouches.

- **Plan de lutte renforcé :** Celui-ci est fondé sur l'application de produits adulticides. Plusieurs produits peuvent être utilisés. L'application de l'adulticide 1 a été enregistrée lors des semaines 28-29, 36-37, 41-42 et 46-47 de l'année 2024.

Au cours de l'année 2025 aucun dépassement n'a été enregistré bien qu'une augmentation des populations, en deçà du seuil, a été constatée au cours du mois de mars.

NON-CONFORME :

* L'alternance des produits n'est pas définie et n'est donc pas réalisée (vus enregistrements du 1^{er} janvier 2024 à avril 2025). Un phénomène de résistance à la molécule contenue dans le produit adulticide utilisé est susceptible d'être apparu.

* Absence d'enregistrement des traitements "d'hiver" (granulés jaunes) prévus au point "2-Assèchement des fientes" de la procédure PO/PR17/IT1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient de faire parvenir :

- une révision du plan de lutte contre les insectes, comprenant notamment :

* la prise en compte de l'alternance des molécules utilisées,

* la prise en compte de plus de diversités de moyens de lutte,

* les modalités de traitement systématique et modalités de déclenchement de la procédure renforcée,

* un justificatif de calculs de doses de produits appliqués,

* une justification des choix de programme de traitements et d'alternance de produits,

- une procédure de désinsectisation concernant les zones de stockage de cadavres,

* les enregistrements relatifs aux traitements "d'hiver".

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 10 jours

N° 7 : Limitation de l'humidité dans les sols

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/07/2022, article 4

Thème(s) : Élevage, Limitation de l'humidité dans les sols

Prescription contrôlée :

Les prescriptions suivantes sont mises en œuvre en complément des dispositions de l'article 9 de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 06-1008 du 1^{er} mars 2006.

Des travaux sont engagés pour le bon raccordement de l'ensemble des sanitaires des bâtiments d'élevage à un réseau étanche d'évacuation des eaux usées (y compris les lavabos).

Après chaque opération de collecte, les bacs d'équarrissage sont nettoyés et désinfectés sur une placette bétonnée dont les pentes permettent le recueil des eaux et leur collecte par un réseau étanche d'évacuation.

L'ensemble de ces eaux usées est dirigé vers une installation de stockage vidangée régulièrement et/ou de traitement.

Le bon état des installations de collecte, des réseaux voire le cas échéant des dispositifs de stockage, fait l'objet de contrôles périodiques. Une procédure de maintenance préventive décrit ces contrôles.

Constats :

- Travaux : CONFORME : Les travaux de raccordement des sanitaires des bâtiments d'élevage à un réseau étanche d'évacuation des eaux usées ont été effectués (facture de terrassement en date du 9/08/2022). Ces eaux sont vidangées par une entreprise spécialisée.
- Le lavage des bacs d'équarrissage est effectué sur une plateforme bétonnée permettant l'évacuation des eaux vers un réseau de collecte (problème de circuit de retour des bacs en cohérence avec les règles de biosécurité).
- Taux d'humidité de la litière : La procédure de lutte contre les insectes prévoit :
 - la mise en copeaux en début de lot,
 - un contrôle visuel quotidien de la présence de fuite (mise en place de copeaux le cas échéant),
 - une bonne ventilation des bâtiments.

Un asséchant minéral peut-être appliqué en cas de présence de mouches.

NON-CONFORME :

Absence de définition précise des paramètres suivants :

- seuil de déclenchement de l'application d'un asséchant minéral (voire systématisation de son application),
- ventilation correcte des bâtiments.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Faire parvenir les définitions précises des paramètres suivants :

- seuil de déclenchement de l'application d'un asséchant minéral,
- ventilation correcte des bâtiments.

Une ventilation de la litière sous caillebotis pourrait être envisagée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 10 jours

N° 8 : Mesures d'application

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/07/2022, article 5
Thème(s) : Élevage, Mesures d'application
Prescription contrôlée : Les procédures décrites aux articles 2, 3 et 4 sont transmises à l'Inspection des installations classées, au plus tard 1 mois après la signature du présent arrêté. Une copie des enregistrements réalisés conformément aux procédures mise en place aux articles 2 et 3, ainsi que des factures des produits de désinsectisation et d'assèchement des litières utilisés, est transmise mensuellement à l'Inspection des installations classées, le premier envoi ayant lieu au plus tard 1 mois après la signature du présent arrêté. Un échéancier des travaux nécessaires en application de l'article 4 est transmis au plus tard 1 mois après la signature du présent arrêté. Ces travaux sont réalisés sous 3 mois. En cas d'insuffisance dans la maîtrise de la lutte contre les insectes, la délégation de la rédaction et de la mise en œuvre du plan de lutte à une entreprise prestataire de service spécialisée dans ce type d'intervention, pourra être demandée aux frais de l'entreprise.
Constats : Les travaux de raccordement ont été effectués et les justificatifs ont été envoyés au Service d'Inspection des Installations Classées (IIC) le 27 janvier 2023. Les enregistrements (nettoyage des convoyeurs, comptage des mouches, traitements larvicides) ont été communiqués au service d'IIC à partir de cette même date bien qu'ils soient effectifs depuis septembre 2022. Les envois des enregistrements sont réalisés régulièrement, hormis ceux concernant l'application des traitements larvicides et adulticides.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient de faire parvenir dorénavant l'ensemble des traitements réalisés : <ul style="list-style-type: none">- assèchement des fientes,- larvicide,- adulticide, Ces documents, en plus de ceux déjà envoyés habituellement (comptage des mouches et nettoyage des convoyeurs) devront être transmis de manière hebdomadaire jusqu'au mois d'octobre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 10 jours